



Communiqué :
8 MARS : GRÈVE FÉMINISTE POUR L'ÉGALITÉ
MAINTENANT !

Dans de nombreux pays du monde, les droits des femmes sont menacés par la montée des extrêmes droites, la progression des forces conservatrices et réactionnaires, ainsi que par l'emprise croissante des régimes théocratiques. Dans ce contexte international très préoccupant, la multiplication des conflits armés met gravement en péril la vie des femmes, compromettant notamment leur accès aux ressources essentielles et entravant l'éducation des filles, mais aussi en les exposant aux violences sexuelles utilisées comme armes de guerre. Face à ces régressions et dangers, la FSU réaffirme son engagement et sa solidarité internationale avec toutes celles qui subissent de plein fouet les conséquences des politiques obscurantistes comme conservatrices et des guerres ; et avec toutes les femmes et les peuples qui se soulèvent pour l'égalité, la démocratie et la justice sociale.

En France, la possibilité d'une accession de l'extrême droite au pouvoir constitue une menace tangible, tandis que l'on observe déjà une intensification des offensives idéologiques visant à remettre en cause les acquis féministes ou à empêcher la conquête de nouveaux droits. L'extrême droite prospère sur les fractures creusées par les politiques libérales : inégalités sociales, précarisation et paupérisation croissante, des réalités qui affectent particulièrement les femmes. 62 % des salariés payés au SMIC sont des femmes, et elles constituent la majorité des 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Les femmes, qui représentent 82 % des familles monoparentales, sont doublement pénalisées par les services publics exsangues dans la santé, l'éducation, la petite enfance et la prise en charge du grand âge. La FSU exige un grand service public de la petite enfance pour en finir avec les crèches privées à but lucratif et les maltraitances liées aux économies de personnels. Les politiques publiques menées par les gouvernements successifs, censées garantir l'égalité professionnelle ont été discréditées par un récent rapport de la Cour des comptes qui les qualifie de politique en "trompe-l'œil". A l'instar de ce que la FSU dénonce depuis toujours, les outils de mesure comme l'index Égalité ou les labellisations sont pointés du doigt car ils dissimulent les véritables causes des inégalités sans jamais les combattre. L'absence de revalorisation des métiers féminisés ainsi que les politiques salariales qui préfèrent l'indemnitaires à l'indiciaire dans la fonction publique, perpétuent ces écarts salariaux. Par ailleurs, les réformes scolaires depuis 2017 contribuent à reproduire les inégalités de genre en matière d'orientation et renforcent les difficultés d'accès des filles aux filières mieux rémunérées, accentuant les inégalités professionnelles sur le long terme. L'égalité salariale ne sera effective qu'avec un plan ambitieux, cohérent et financé, garantissant l'application du principe "à travail

de valeur égale, salaire égal". Cela implique le renforcement des services publics, la revalorisation salariale des métiers féminisés et la fin des temps partiels imposés. Face à ces enjeux, la FSU restera mobilisée pour obtenir des plans d'action nationaux d'action ambitieux pour l'égalité professionnelle, incluant des mesures fortes sur les salaires, les carrières et la santé des femmes. En ce sens, la volonté du gouvernement de réduire à 90 % l'indemnisation des agents et agentes en cas d'arrêt maladie est aussi une attaque en règle contre les femmes. La FSU exige également la transposition de la directive européenne sur la transparence salariale dans la fonction publique, afin de garantir une revalorisation effective des métiers féminisés et d'interdire le temps partiel imposé.

L'égalité femmes/hommes nécessite aussi un combat résolu contre les violences sexistes et sexuelles au travail et dans toutes les sphères de la société. Pour lutter contre la culture du viol, il est essentiel de s'attaquer à la pornographie, qui banalise les violences sexuelles exercées sur les femmes et les filles ; 62 % des jeunes de moins de 15 ans y ont déjà été exposés, contribuant ainsi à la diffusion d'une vision dangereuse de la sexualité. A l'inverse, La FSU acte positivement la publication des programmes EVARS et militera pour que les trois séances d'éducation à la sexualité prévues dans le code de l'éducation soient effectives à tous les niveaux de scolarité. Elle soutient la campagne de la coalition féministe pour la loi intégrale contre les violences faites aux femmes.

Se mobiliser en faveur des services publics, pour une éducation à l'égalité dès le plus jeune âge et pour l'égalité entre les femmes et les hommes est un impératif social mais aussi démocratique. Des politiques coordonnées, ambitieuses et adossées à des moyens sont aussi des leviers pour faire reculer les projets et les idées d'extrême droite. La FSU appelle à se mobiliser massivement dans les cadres unitaires syndicaux et aux côtés des associations féministes le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Bagnolet, le 14 février 2025